

OMPI



WO/CC/47/1

ORIGINAL : anglais

DATE : 6 août 2001

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

F

COMITÉ DE COORDINATION DE L'OMPI

**Quarante-septième session (32^e session ordinaire)
Genève, 24 septembre – 3 octobre 2001**

QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

Rapport du Directeur général

SOMMAIRE

	<u>Paragraphe</u> s
I. AMENDEMENTS DU STATUT ET DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL	1 à 25
A. Amendements du Statut du personnel décrétés et appliqués à titre provisoire en vertu de l'article 12.1 du Statut du personnel.....	1 à 11
B. Amendements du Statut du personnel en vertu de l'article 12.1 du Statut du personnel.....	12 à 17
C. Modifications du règlement du personnel en vertu de l'article 12.2 du Statut du personnel.....	18 à 25
II. COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE...	26 à 27
III. COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES.....	28 à 29
IV. COMITÉ DES PENSIONS DU PERSONNEL DE L'OMPI.....	30 à 33

- I. AMENDEMENTS DU STATUT ET DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL
- A. AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL DÉCRÉTÉS ET APPLIQUÉS À TITRE PROVISOIRE EN VERTU DE L'ARTICLE 12.1 DU STATUT DU PERSONNEL

Barème de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les catégories professionnelle et supérieures – article 3.15

1. Avec effet au 1^{er} novembre 2000, le mouvement du multiplicateur servant au calcul de l'indemnité de poste à New York a entraîné une augmentation de 3,63% (chiffre arrondi) de la rémunération nette des fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures en poste dans cette ville. En conséquence et conformément à l'article 54.b) des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le barème des montants de la rémunération considérée aux fins de la pension des catégories susmentionnées a été ajusté, avec effet au 1^{er} novembre 2000, du même pourcentage que l'augmentation de la rémunération nette.
2. Les barèmes modifiés des montants de la rémunération considérée aux fins de la pension des catégories professionnelle et supérieures figurent à l'article 3.1 du Statut du personnel (barème des traitements applicable aux catégories professionnelle et supérieures) et sont reproduits à l'annexe I.

Traitements des catégories professionnelle et supérieures – article 3.1

3. Par sa résolution 55/223 du 23 décembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, avec effet au 1^{er} mars 2001, un barème révisé des traitements de base bruts et nets des fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures ainsi qu'une modification correspondante du barème d'imposition interne des fonctionnaires de ces catégories.
4. Les barèmes correspondants ont été mis en application concurremment à l'incorporation aux traitements de base nets minima d'un ajustement de 5,1% (chiffre arrondi). Le multiplicateur de l'indemnité de poste pour mars 2001 a été fixé à un niveau tel que ces modifications n'entraînent ni augmentation ni diminution de la rémunération globale des fonctionnaires des catégories précitées.
5. Les modifications correspondantes apportées à l'article 3.1 (Barème des traitements applicable aux catégories professionnelle et supérieures) du Statut du personnel sont reproduites à l'annexe I.

Allocations familiales pour les catégories professionnelle et supérieures - article 3.12.A)

6. Par sa résolution 55/223 du 23 décembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, avec effet au 1^{er} janvier 2001, une augmentation de 11,9% en moyenne (chiffre arrondi) de l'allocation payable aux fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures au titre d'un enfant à charge et de l'allocation payable aux fonctionnaires desdites catégories au titre d'une personne indirectement à charge.

7. Les modifications correspondantes apportées à l'article 3.12.A) (Allocations familiales) du Statut du personnel sont reproduites à l'annexe II.

Traitements des fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève – article 3.1

8. Étant donné l'enquête générale sur les traitements qu'il était prévu de réaliser en 2001, l'ajustement intérimaire de juin 2001 des traitements versés aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève avait été initialement suspendu. Toutefois, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) a décidé à sa cinquante-troisième session, tenue à Montréal en juin 2001, de reporter à janvier 2002 l'enquête générale sur les salaires à Genève et de rétablir l'ajustement intérimaire des traitements. Selon la méthodologie approuvée, les ajustements périodiques opérés, entre deux enquêtes salariales, dans le barème des traitements des fonctionnaires de la catégorie des services généraux applicable aux fonctionnaires de cette catégorie en poste à Genève le sont en fonction de l'évolution de l'indice des prix à Genève. Les traitements nets des fonctionnaires de la catégorie des services généraux ont donc été ajustés, avec effet au 1^{er} juin 2001, en fonction du mouvement de l'indice des prix à Genève au cours de la période de 12 mois qui s'est écoulée de mars 2000 à mars 2001. Le barème des traitements révisé, tenant compte d'une augmentation générale de 1,09% par rapport aux traitements actuels, s'applique aux fonctionnaires nommés à partir du 1^{er} octobre 1995.

9. Les traitements bruts et nets correspondant au barème révisé sont encore inférieurs aux traitements correspondant au barème en vigueur au 1^{er} janvier 1994; ce dernier barème continuera donc d'être applicable aux fonctionnaires nommés avant le 1^{er} octobre 1995.

10. Les modifications correspondantes apportées à l'article 3.1 (Traitements) du Statut du personnel sont reproduites à l'annexe III.

11. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à approuver les amendements du Statut du personnel décrétés et appliqués à titre provisoire par le directeur général (paragraphe 1 à 10 ci-dessus).

**B. AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL EN VERTU DE
L'ARTICLE 12.1 DU STATUT DU PERSONNEL**

Monnaies et taux de change – article 0.2

12. L'article 0.2 du Statut du personnel prévoit que tous les montants dus aux fonctionnaires en poste à Genève sont calculés et payés en francs suisses, les montants exprimés en dollars É.-U. étant convertis en francs suisses par application du taux de change officiel des Nations Unies, et que tous les montants dus aux fonctionnaires en poste à New York doivent être calculés et payés en dollars É.-U. S'il reste entièrement logique que tous les traitements, allocations et autres indemnités liées à l'emploi auxquels les

fonctionnaires ont droit soient calculés et payés dans la monnaie du lieu d'affectation, la situation est différente lorsqu'il s'agit du paiement aux fonctionnaires de leurs dépenses liées à des voyages officiels (indemnités journalières de subsistance, faux frais au départ et à l'arrivée et frais de voyage divers).

13. Depuis que l'article 0.2 du Statut du personnel a été établi, en 1976, l'Organisation a considérablement évolué et les missions menées aujourd'hui dans le monde entier sont nettement plus nombreuses. L'expérience a montré que le dollar É.-U. peut être utilisé ou facilement converti en monnaie locale dans la plupart des régions du monde, alors qu'il n'en va pas de même du franc suisse. C'est pour cette raison que les frais de voyage des conférenciers et des participants aux séminaires et autres réunions qui se tiennent hors de Suisse sont généralement payés en dollars É.-U., soit directement par l'OMPI, soit par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement. Offrir la même commodité aux fonctionnaires n'impliquerait aucun travail supplémentaire pour le Secrétariat, puisque la Commission de la fonction publique internationale fixe les montants applicables aux fins de l'indemnité journalière de subsistance partout dans le monde en dollars É.-U., et que le montant des faux frais au départ et à l'arrivée est aussi établi en dollars É.-U. En outre, l'Organisation perçoit une partie de ses recettes en dollars É.-U. et a de ce fait des disponibilités dans cette monnaie.

14. Il est donc proposé de donner aux fonctionnaires la possibilité d'opter pour le règlement de leurs avances pour frais de voyage et de leurs demandes de remboursement de frais de voyage soit dans la monnaie de leur lieu d'affectation, soit en dollars É.-U.

15. Une modification consécutive consiste à remplacer les mots "en poste à New York", à l'article 0.2.b) du Statut du personnel, par les mots "en poste dans un pays autre que la Suisse", pour prévoir l'application de cette disposition non seulement aux fonctionnaires affectés au Bureau de coordination qui existe aujourd'hui à New York, mais aussi aux fonctionnaires d'autres bureaux qui pourraient être ouverts à l'avenir.

16. Les modifications correspondantes de l'article 0.2 (Monnaies et taux de change) du Statut du personnel sont reproduites à l'annexe IV.

17. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à approuver les amendements qu'il est proposé d'apporter à l'article 0.2 du Statut du personnel (paragraphe 12 à 16 ci-dessus).

C. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL EN VERTU DE L'ARTICLE 12.2 DU STATUT DU PERSONNEL

Faux frais au départ et à l'arrivée – disposition 7.1.12

18. Une modification consécutive est à apporter à la disposition 7.1.12 relative aux faux frais au départ et à l'arrivée. Étant donné que le règlement des avances pour frais de voyage et des demandes de remboursement de frais de voyage des fonctionnaires en poste à Genève a toujours été effectué en francs suisses, le montant actuel de 54 dollars É.-U.

pour les faux frais au départ et à l'arrivée a été converti dans la disposition 7.1.12 en 80 francs suisses avec effet au 1^{er} janvier 1993, (le taux de change à cette date étant de un dollar É.-U. pour 1,47 franc suisse). Si les fonctionnaires sont autorisés à opter pour le règlement de leurs avances de frais de voyage et de leurs demandes de remboursement de frais de voyage soit dans la monnaie du pays de leur lieu d'affectation, soit en dollars É.-U., il serait opportun d'énoncer des montants en dollars É.-U. dans la disposition 7.1.12, aussi bien en ce qui concerne l'indemnité pour faux frais au départ et à l'arrivée qui est due au fonctionnaire (54 dollars É.-U. au lieu de 80 francs suisses) qu'en ce qui concerne le montant correspondant dû pour chaque personne à charge (18 dollars É.-U. au lieu de 27 francs suisses). Des modifications supplémentaires consistent à remplacer les mots "au siège du Bureau international", dans la première phrase de la disposition 7.1.12.a) du Règlement du personnel, par les mots "à son lieu d'affectation" et de remplacer l'expression "chacune des personnes à sa charge" par l'expression "chaque personne à charge".

19. Les modifications correspondantes de la disposition 7.1.12 (Faux frais au départ et à l'arrivée) du Règlement du personnel sont reproduites à l'annexe V.

Indemnités pour frais d'études – disposition 3.11.1

20. Depuis l'année scolaire en cours au 1^{er} janvier 1989, le montant maximum de l'indemnité pour frais d'études est fixé en monnaie locale pour certains lieux d'affectation de pays dont la monnaie est pleinement convertible (document A/44/30 - Volume II). Par sa résolution 55/223 du 23 décembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, avec effet à compter de l'année scolaire en cours au 1^{er} janvier 2001, une augmentation du montant maximum de l'indemnité pour frais d'études lorsque les dépenses d'éducation sont engagées en dollars É.-U. (uniquement si elles sont effectuées aux États-Unis d'Amérique), en francs belges, en francs luxembourgeois, en francs suisses, en lires italiennes ou en livres irlandaises. Le montant forfaitaire au titre des frais de pension engagés dans les monnaies énumérées dans la disposition 3.11.1 du Règlement du personnel aux fins de l'indemnité pour frais d'études est aussi augmenté (sauf pour le yen japonais et le dollar É.-U. applicable à tous les pays dont la monnaie n'est pas mentionnée). À sa cinquante-troisième session, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) a approuvé la prise en considération de l'Euro (€) pour les questions de rémunération dans les pays concernés. L'équivalent en Euro des montants de l'indemnité pour frais d'études dans les pays qui vont convertir leur monnaie à l'Euro au 1^{er} janvier 2002 est désormais indiqué dans le tableau figurant dans la disposition 3.11.1 du Règlement du personnel.

21. Dans la logique de ce qui est proposé aux paragraphes 12 à 17 ci-dessus concernant les monnaies et le taux de change, il est proposé que les fonctionnaires puissent, conformément à la disposition 3.11.1 C)i), demander le remboursement auquel ils peuvent prétendre au titre des frais engagés dans l'une des monnaies mentionnées dans la disposition 3.11.1 soit dans ladite monnaie, soit dans la monnaie du lieu d'affectation.

22. Les modifications correspondantes de la disposition 3.11.1 (Indemnités pour frais d'études) du Règlement du personnel sont reproduites à l'annexe VI.

Assurance-maladie des employés à temps partiel – annexe I

23. En application de l'article 12.2 et du paragraphe c) de l'introduction - portée et objet du Statut du personnel, et eu égard à la teneur de la disposition 6.2.1.c), le directeur général a modifié, avec effet au 1er novembre 2000, le paragraphe 2 de l'annexe I du Statut et règlement du personnel (Règlement particulier applicable aux fonctionnaires employés à temps partiel) pour y stipuler que la contribution du Bureau international aux primes à verser à l'assurance-maladie est la même pour les fonctionnaires employés à temps partiel que pour les fonctionnaires employés à plein temps. Il est rappelé que la prime mensuelle, à taux plein, est actuellement de 377 francs suisses par adulte et de 170 francs suisses par enfant jusqu'à 21 ans. Le pourcentage de la prime que le Bureau international prend à sa charge est le suivant :

Grades G1 à G4 et P-1	75 pourcent
Grades G5, G6	70 “
Grades G7, P-2, P-3 et retraités	65 “
Grade P-4	60 “
Grade P-5	55 “
Grades D-1 et au-dessus	50 “.

24. Les modifications correspondantes de l'annexe I (Règlement particulier applicable aux fonctionnaires employés à temps partiel) sont reproduites à l'annexe VII.

25. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à prendre note des modifications apportées aux dispositions 3.11.1 et 7.1.12 du Règlement du personnel et à l'annexe I (paragraphe 18 à 24 ci-dessus).

II. COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

26. En vertu de l'article 17 de son statut, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) est tenue de présenter un rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Les chefs de secrétariat des autres organisations du système des Nations Unies sont tenus de transmettre ce rapport aux organes directeurs de leurs organisations respectives. Le rapport annuel de la CFPI a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 55^e session (2000) (document A/55/30). Comme ce rapport faisait partie de la documentation distribuée à cette session de l'Assemblée générale, il n'est pas reproduit ici par le Bureau international; il est toutefois tenu à la disposition des délégations qui souhaiteraient le consulter.

27. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à prendre note des renseignements fournis dans le paragraphe précédent.

III. COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

28. En vertu de l'article 14.a) des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le Comité mixte de cette caisse est tenu de présenter un rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies et aux organisations membres de cette caisse. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a présenté son rapport pour 2000 à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 55^e session (document A/55/9). Comme ce rapport faisait partie de la documentation distribuée à cette session de l'Assemblée générale, il n'est pas reproduit ici par le Bureau international; il est toutefois tenu à la disposition des délégations qui souhaiteraient le consulter.

29. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à prendre note des renseignements fournis dans le paragraphe précédent.

IV. COMITÉ DES PENSIONS DU PERSONNEL DE L'OMPI

30. Le Comité de coordination de l'OMPI a décidé, à sa session ordinaire de 1977, que le Comité des pensions du personnel de l'OMPI comprendrait trois membres et trois membres suppléants, un membre et un membre suppléant étant élus par le Comité de coordination de l'OMPI. Les membres élus par le Comité de coordination de l'OMPI ont un mandat d'une durée de quatre ans.

31. Le mandat du membre désigné par le Comité de coordination expire à la présente session de ce comité, tandis que celui du membre suppléant va jusqu'à la session ordinaire de 2003 du Comité de coordination.

32. Le Comité de coordination de l'OMPI doit désigner pour siéger au Comité des pensions du personnel de l'OMPI un membre qui exercera son mandat, de quatre ans, jusqu'à la session ordinaire de 2005 du Comité de coordination. La mission permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse a informé le directeur général qu'elle serait disposée à continuer à autoriser M. Rémi Roul, secrétaire général adjoint de l'Institut national de la propriété industrielle, à Paris, à siéger au Comité des pensions du personnel de l'OMPI en qualité de membre, s'il était réélu. M. Roul est actuellement membre du Comité des pensions du personnel de l'OMPI et y siège en cette qualité depuis la session ordinaire de 1995 du Comité de coordination. Son expérience de la question serait d'une grande utilité en égard à la complexité croissante des conditions d'emploi dans le système commun.

33. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à réélire membre du Comité des pensions du personnel de l'OMPI M. Rémi Roul, qui exercera son mandat jusqu'à la session ordinaire de 2005 du Comité de coordination.

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL

Traitements – Article 3.1Catégorie professionnelleBarème en vigueur à partir du 1^{er} mars 2001

(montants annuels en dollars É.-U.)

Grade		ECH. 1	ECH. 2	ECH. 3	ECH. 4	ECH. 5	ECH. 6	ECH. 7	ECH. 8	ECH. 9	ECH. 10	ECH. 11	ECH. 12	ECH. 13	ECH. 14	ECH. 15
P-1	P	52062	53855	55641	57428	59217	61003	62794	64580	66367	68156					
	G	41189	42633	44075	45519	46960	48403	49847	51290	52731	54174					
	D	32656	33696	34734	35774	36811	37850	38890	39929	40966	42005					
	S	30805	31763	32720	33677	34633	35590	36548	37493	38434	39375					
P-2	P	66859	68723	70581	72442	74302	76163	78023	79880	81744	83604	85463	87325			
	G	53129	54632	56132	57633	59135	60692	62332	63967	65606	67244	68879	70520			
	D	41253	42335	43415	44496	45577	46657	47739	48818	49900	50981	52060	53143			
	S	38694	39675	40653	41633	42611	43592	44587	45580	46577	47571	48564	49561			
P-3	P	81496	83577	85657	87734	89817	91896	93975	96058	98235	100511	102784	105058	107332	109605	111881
	G	65388	67220	69053	70880	72714	74544	76373	78206	80038	81868	83700	85529	87361	89191	91089
	D	49756	50965	52175	53381	54591	55799	57006	58216	59425	60633	61842	63049	64258	65466	66675
	S	46445	47556	48669	49780	50892	52002	53113	54225	55335	56447	57555	58663	59770	60877	61985
P-4	P	97918	100341	102760	105179	107602	110021	112442	114864	117284	119703	122122	124549	126967	129387	131810
	G	79780	81733	83680	85627	87579	89527	91571	93645	95723	97795	99869	101947	104019	106095	108171
	D	59255	60544	61829	63114	64402	65688	66974	68260	69548	70833	72119	73407	74692	75979	77266
	S	55180	56364	57543	58722	59902	61080	62259	63439	64617	65796	66949	68082	69210	70340	71470
P-5	P	118433	120916	123398	125881	128364	130844	133327	135811	138290	140774	143256	145745	148405		
	G	96705	98832	100961	103089	105216	107342	109471	111598	113724	115853	117982	120106	122234		
	D	70157	71476	72796	74115	75434	76752	78072	79391	80709	82029	83349	84666	85985		
	S	65176	66385	67545	68703	69862	71018	72177	73335	74493	75651	76809	77966	79101		

P = Rémunération considérée aux fins de la pension (art. 3.15), en vigueur à partir du 1^{er} novembre 2000

G = Traitements bruts : base de l'imposition interne (art. 3.16bis)

D = Traitements nets : fonctionnaires avec conjoint et/ou enfant(s) à charge

S = Traitements nets : fonctionnaires sans conjoint ni enfant à charge

Annexe I, page 2

Catégories spéciale et supérieuresBarème en vigueur à partir du 1^{er} mars 2001

(montants annuels en dollars É.-U.)

Grade		ECH. 1	ECH. 2	ECH. 3	ECH. 4	ECH. 5	ECH. 6	ECH. 7	ECH. 8	ECH. 9	ECH. 10	ECH. 11	ECH. 12	ECH. 13	ECH. 14	ECH. 15
D-1	P	133820	136564	139307	142046	144791	147671	150611	153552	156487						
	G	109894	112245	114598	116944	119297	121648	124002	126352	128702						
	D	78334	79792	81251	82705	84164	85622	87081	88538	89995						
	S	72407	73687	74967	76245	77525	78796	80018	81240	82460						
D-2	P	151092	154526	157959	161389	164822	168256									
	G	124384	127132	129877	132623	135369	138115									
	D	87318	89022	90724	92426	94129	95831									
	S	80218	81645	83072	84498	85925	87352									
SDG / ADG	P	181703														
	G	151840														
	D	104341														
	S	94484														
VDG / DDG	P	196590														
	G	167035														
	D	113762														
	S	102379														

P = Rémunération considérée aux fins de la pension (art. 3.15), en vigueur à partir du 1^{er} novembre 2000

G = Traitements bruts : base de l'imposition interne (art. 3.16bis)

D = Traitements nets : fonctionnaires avec conjoint et/ou enfant(s) à charge

S = Traitements nets : fonctionnaires sans conjoint ni enfant à charge

Directeur général

Barème en vigueur à partir du 1^{er} mars 2001

(montants annuels en dollars É.-U.)

Grade		
DG	P	234083
	G	205309
	D	137492
	S	122271

- P = Rémunération considérée aux fins de la pension (art. 3.15), en vigueur à partir du 1^{er} novembre 2000
G = Traitements bruts : base de l'imposition interne (art. 3.16*bis*)
D = Traitements nets : fonctionnaire avec conjoint et/ou enfant(s) à charge
S = Traitements nets : fonctionnaire sans conjoint ni enfant à charge

[L'annexe II suit]

ANNEXE II

AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL

Allocations familiales – Article 3.12(A)

TEXTE PRÉCÉDENT

Allocations familiales

A) Fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures

Les fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures ont droit, aux conditions définies ci-dessous, aux allocations suivantes, non soumises à retenue pour pension :

- a) 3364 francs suisses (1730 dollars É.-U. à New York) par an au titre de chaque enfant à charge, l'allocation n'étant toutefois pas versée au titre du premier enfant à charge lorsque le fonctionnaire n'a pas de conjoint à charge, auquel cas le fonctionnaire a droit au taux d'imposition avec charge de famille prévu à l'article 3.16*bis* a)1)i).
- b) En plus de tout montant dû conformément à l'alinéa a) ci-dessus, 3364 francs suisses (1730 dollars É.-U. à New York) par an au titre d'un enfant qui a été reconnu physiquement ou mentalement handicapé et dont le handicap est permanent ou estimé être de longue durée. Dans le cas où cet enfant est un enfant à charge au titre duquel le fonctionnaire a droit au taux d'imposition avec charges de famille prévu à l'article 3.16*bis* a)1)i), seul le montant indiqué à l'alinéa a) ci-dessus est dû.
- c) L'allocation prévue à l'alinéa a) ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant de l'allocation prévue à l'alinéa b) ci-dessus, est réduite du montant de toute autre allocation familiale reçue, par le fonctionnaire ou son conjoint, du Bureau international, d'une autre organisation appliquant le régime commun des Nations Unies ou d'un organisme public national.
- d) À défaut de conjoint à charge, 1499 francs suisses (619 dollars É.-U. à New York) par an au titre de l'une des personnes suivantes : un père à charge, une mère à charge, un frère à charge ou une sœur à charge.

TEXTE ACTUEL

Allocations familiales

A) Fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures

Les fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieures ont droit, aux conditions définies ci-dessous, aux allocations suivantes, non soumises à retenue pour pension :

- a) 3764 francs suisses (1936 dollars É.-U. à New York) par an au titre de chaque enfant à charge, l'allocation n'étant toutefois pas versée au titre du premier enfant à charge lorsque le fonctionnaire n'a pas de conjoint à charge, auquel cas le fonctionnaire a droit au taux d'imposition avec charge de famille prévu à l'article 3.16*bis* a)1)i).
- b) En plus de tout montant dû conformément à l'alinéa a) ci-dessus, 3764 francs suisses (1936 dollars É.-U. à New York) par an au titre d'un enfant qui a été reconnu physiquement ou mentalement handicapé et dont le handicap est permanent ou estimé être de longue durée. Dans le cas où cet enfant est un enfant à charge au titre duquel le fonctionnaire a droit au taux d'imposition avec charges de famille prévu à l'article 3.16*bis* a)1)i), seul le montant indiqué à l'alinéa a) ci-dessus est dû.
- c) L'allocation prévue à l'alinéa a) ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant de l'allocation prévue à l'alinéa b) ci-dessus, est réduite du montant de toute autre allocation familiale reçue, par le fonctionnaire ou son conjoint, du Bureau international, d'une autre organisation appliquant le régime commun des Nations Unies ou d'un organisme public national.
- d) À défaut de conjoint à charge, 1677 francs suisses (693 dollars É.-U. à New York) par an au titre de l'une des personnes suivantes : un père à charge, une mère à charge, un frère à charge ou une sœur à charge.

[L'annexe III suit]

ANNEXE III

AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL

Traitements – Article 3.1**Catégorie des services généraux**Traitements bruts et nets en vigueur à partir du 1^{er} juin 2001

(montants annuels en francs suisses)

Grade	Augmentation annuelle	ECH. 1	ECH. 2	ECH. 3	ECH. 4	ECH. 5	ECH. 6	ECH. 7	ECH. 8	ECH. 9	ECH. 10	ECH. 11
G1	1561	1) 59826 2) 59429 3) 47330	61853 61455 48891	63908 63482 50452	66018 65510 52013	68127 67536 53574	70236 69564 55135	72346 71591 56696	74455 73619 58257	76565 75644 59818	78674 77671 61379	80784 79741 62940
G2	1702	1) 65477 2) 64955 3) 51591	67747 67166 53293	70047 69378 54995	72347 71588 56697	74647 73799 58399	76947 76011 60101	79247 78220 61803	81547 80503 63505	83847 82804 65207	86147 85105 66909	88447 87404 68611
G3	1856	1) 71682 2) 70953 3) 56205	74191 73363 58061	76699 75774 59917	79207 78184 61773	81715 80671 63629	84223 83178 65485	86731 85685 67341	89239 88194 69197	91747 90702 71053	94255 93208 72909	96906 95715 74765
G4	2025	1) 78585 2) 77592 3) 61313	81322 80262 63338	84058 83017 65363	86795 85754 67388	89531 88488 69413	92268 91224 71438	95019 93960 73463	97954 96693 75488	100888 99429 77513	103823 102166 79538	106758 104900 81563
G5	2213	1) 86412 2) 85364 3) 67105	89403 88355 69318	92393 91346 71531	95426 94337 73744	98633 97329 75957	101841 100321 78170	105048 103310 80383	108255 106302 82596	111462 109293 84809	114670 112284 87022	117877 115276 89235
G6	2424	1) 96057 2) 93991 3) 73489	98570 97267 75913	102083 100543 78337	105596 103820 80761	109109 107096 83185	112622 110372 85609	116135 113648 88033	119648 116926 90457	123161 120359 92881	126674 123872 95305	130187 127386 97729
G7	2655	1) 105168 2) 103423 3) 80466	109016 107010 83121	112864 110599 85776	116712 114187 88431	120559 117776 91086	124407 121604 93741	128255 125452 96396	132103 129301 99051	135951 133148 101706	139799 136995 104361	143646 140844 107016

- 1) Traitements bruts servant de base au calcul de l'imposition interne ("Traitements bruts")
- 2) Traitements bruts servant de base au calcul des cotisations et des prestations de la Caisse de retraite ("Traitements bruts considérés aux fins de la pension")
- 3) Traitements nets

[L'annexe IV suit]

ANNEXE IV

AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL

Monnaies et taux de change – Article 02

TEXTE ACTUEL

Monnaies et taux de change

- a) Tous les montants dus aux fonctionnaires en poste à Genève sont calculés et payés en francs suisses; les montants exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique, dans le Statut et dans le Règlement du personnel, sont la contre-valeur desdits montants en francs suisses au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date à laquelle le paiement est dû.
- b) Tous les montants dus aux fonctionnaires en poste à New York sont calculés et payés en dollars des États-Unis d'Amérique (dollars É.-U.).

TEXTE PROPOSÉ

Monnaies et taux de change

- a) [Sans changement.]
- b) Tous les montants dus aux fonctionnaires en poste dans un pays autre que la Suisse sont calculés et payés dans la monnaie du lieu d'affectation.
- c) [Nouveau] Nonobstant les alinéas a) et b), les fonctionnaires peuvent opter pour le règlement de leurs avances pour frais de voyage et de leurs demandes de remboursement de frais de voyages en dollars des États-Unis d'Amérique.

[L'annexe V suit]

ANNEXE V

AMENDEMENTS DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL

Faux frais au départ et à l'arrivée – Disposition 7.1.12

TEXTE ACTUEL

Faux frais au départ et à l'arrivée

- a) Tout fonctionnaire qui se rend au siège du Bureau international ou qui en part peut demander le paiement d'une somme de 80 francs suisses pour lui-même et de 27 francs suisses pour chacune des personnes à sa charge, en remboursement des faux frais au départ et à l'arrivée pour tout voyage autorisé d'aller ou de retour. Lorsqu'un voyage à partir ou à destination du lieu d'affectation comprend un certain nombre d'arrêts autorisés, le lieu le plus éloigné du lieu d'affectation est considéré comme le point d'arrivée ou de départ. Cette indemnité pour faux frais est réputée couvrir les frais de taxi ou de déplacement par un moyen de transport public, les frais de transport de bagages et toutes autres dépenses accessoires encourues au départ et à l'arrivée, à l'exception des frais d'expédition jusqu'au lieu de résidence du fonctionnaire des gros bagages autorisés qui ne sont pas acceptés dans les moyens de transport public.
- b) Les dépenses raisonnables rentrant dans la catégorie des faux frais, tels qu'ils sont définis à l'alinéa a), qu'un fonctionnaire est obligé de faire à l'occasion de voyages entre d'autres points que ceux visés audit alinéa peuvent lui être remboursés jusqu'à concurrence de 80 francs suisses pour lui-même et de 27 francs suisses pour chacune des personnes à sa charge.
- c) Pour ce qui est des arrêts autorisés en cours de route, le fonctionnaire peut demander le remboursement des frais visés à l'alinéa a) jusqu'à concurrence de 80 francs suisses pour lui-même et de 27 francs suisses pour chacune des personnes à sa charge.
- d) Supprimé

TEXTE PROPOSÉ

Faux frais au départ et à l'arrivée

- a) Tout fonctionnaire qui se rend à son lieu d'affectation ou qui en part peut demander le paiement d'une somme de 54 dollars É.-U. pour lui-même et de 18 dollars É.-U. pour chaque personne à charge, en remboursement des faux frais au départ et à l'arrivée pour tout voyage autorisé d'aller ou de retour. Lorsqu'un voyage à partir ou à destination du lieu d'affectation comprend un certain nombre d'arrêts autorisés, le lieu le plus éloigné du lieu d'affectation est considéré comme le point d'arrivée ou de départ. Cette indemnité pour faux frais est réputée couvrir les frais de taxi ou de déplacement par un moyen de transport public, les frais de transport de bagages et toutes autres dépenses accessoires encourues au départ et à l'arrivée, à l'exception des frais d'expédition jusqu'au lieu de résidence du fonctionnaire des gros bagages autorisés qui ne sont pas acceptés dans les moyens de transport public.
- b) Les dépenses raisonnables rentrant dans la catégorie des faux frais, tels qu'ils sont définis à l'alinéa a), qu'un fonctionnaire est obligé de faire à l'occasion de voyages entre d'autres points que ceux visés audit alinéa peuvent lui être remboursés jusqu'à concurrence de 54 dollars É.-U. pour lui-même et de 18 dollars É.-U. pour chaque personne à charge.
- c) Pour ce qui est des arrêts autorisés en cours de route, le fonctionnaire peut demander le remboursement des frais visés à l'alinéa a) jusqu'à concurrence de 54 dollars É.-U. pour lui-même et de 18 dollars É.-U. pour chaque personne à charge.
- d) Supprimé

[L'annexe VI suit]

ANNEXE VI

AMENDEMENTS DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL

Indemnité pour frais d'études – Disposition 3.11.1

TEXTE ACTUEL

C) Montant de l'indemnité

a) – h) [Sans changement.]

i) Nonobstant l'article 0.2 du Statut du personnel, les fonctionnaires peuvent demander le remboursement auquel ils peuvent prétendre au titre des frais engagés dans l'une des monnaies indiquées dans le tableau ci-dessous, soit dans ladite monnaie, soit en francs suisses. Dans ce dernier cas, le montant remboursable en francs suisses est réglé d'après le taux de change en vigueur à la date à laquelle les frais ont été engagés.

TEXTE PROPOSÉ

C) Montant de l'indemnité

a) – h) [Sans changement.]

i) Nonobstant l'article 0.2a) et b) du Statut du personnel, les fonctionnaires peuvent demander le remboursement auquel ils peuvent prétendre au titre des frais engagés dans l'une des monnaies indiquées dans le tableau ci-dessous, soit dans ladite monnaie, soit dans la monnaie de leur lieu d'affectation. Le montant remboursable dans la monnaie du lieu d'affectation est réglé d'après le taux de change en vigueur à la date à laquelle les frais ont été engagés.

MONTANTS APPLICABLES AUX FINS DE L'INDEMNITÉ POUR FRAIS D'ÉTUDES

Pays et monnaie	Montant maximum des frais remboursables	Montant maximum de l'indemnité pour frais d'études	Montant forfaitaire pour frais de pension	Montant maximum de l'indemnité spéciale pour frais d'études
Allemagne				
Mark allemand	30,777	23,083	7,026	30,577
€uro	15,736	11,802	3,592	15,736
Autriche				
Schilling autrichien	167,310	125,483	43,622	167,310
€uro	12,159	9,119	3,170	12,159
Belgique				
Franc belge	520,290	390,218	118,156	520,290
€uro	12,898	9,673	2,929	12,898
Danemark				
Couronne danoise	77,400	58,050	21,993	77,400
Espagne				
Peseta espagnole	1,572,710	1,179,530	408,592	1,572,710
€uro	9,452	7,089	2,456	9,452
États-Unis d'Amérique				
Dollar des États-Unis	20,748	17,584	4,583	20,748
Finlande				
Mark finlandais	54,000	40,500	13,251	54,000
€uro	9,082	6,812	2,229	9,082
France				
Franc français	61,200	45,900	16,402	61,200
€uro	9,330	6,997	2,500	9,330
Irlande				
Livre irlandaise	7,873	5,905	1,893	7,873
€uro	9,997	7,498	2,404	9,997
Italie				
Lire italienne	23,794,700	17,846,025	4,953,749	23,794,700
€uro	12,289	9,217	2,558	12,289
Japon				
Yen japonais	2,301,120	1,725,840	525,930	2,301,120
Luxembourg				
Franc luxembourgeois	520,290	390,218	118,156	520,290
€uro	12,898	9,673	2,929	12,898

MONTANTS APPLICABLES AUX FINS DE L'INDEMNITÉ POUR FRAIS D'ÉTUDES

(suite)

Monnaie	Montant maximum des frais remboursables	Montant maximum de l'indemnité pour frais d'études	Montant forfaitaire pour frais de pension	Montant maximum de l'indemnité spéciale pour frais d'études
Norvège Couronne norvégienne	71,632	53,724	17,499	71,632
Pays-Bas Florin néerlandais	28,836	21,627	6,985	28,836
€uro	13,085	9,814	3,170	13,085
Royaume-Uni Livre sterling	13,613	10,210	3,041	13,613
Suède Couronne suédoise	91,575	68,681	20,945	91,575
Suisse Franc suisse	24,372	18,279	5,092	24,372
Autres pays Dollar É.-U. (applicable à tous les autres pays dont la monnaie n'est pas mentionnée ci-dessus)	13,000	9,750	3,164	13,000

[L'annexe VII suit]

ANNEXE VII

AMENDEMENTS DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL

Règlement particulier applicable aux fonctionnaires employés à temps partiel – Annexe I

TEXTE PRÉCÉDENT

Le Statut et le Règlement du personnel s'appliquent aux fonctionnaires employés à temps partiel sous réserve des dispositions suivantes :

1. Les traitements, indemnités, primes et allocations visés aux articles 3.1 (traitements nets), 3.5 (indemnité de poste), 3.6 (indemnité de non-résident), 3.7 (prime pour connaissances linguistiques) et 3.12 (allocations familiales) du Statut du personnel et à la disposition 3.11.1 du Règlement du personnel (indemnité pour frais d'études), de même que la contribution du Bureau international aux primes à verser à l'assurance maladie (disposition 6.2.1c)) s'appliquent aux fonctionnaires employés à temps partiel au prorata de la durée normale de leur semaine de travail par rapport à quarante heures.
2. La rémunération considérée aux fins de la pension (article 3.15 du Statut du personnel) est la même pour les fonctionnaires employés à temps partiel que pour les fonctionnaires employés à plein temps. Toutefois, les cotisations à la Caisse de retraite, du Bureau international et des fonctionnaires employés à temps partiel, sont calculées au prorata de la durée normale de leur semaine de travail par rapport à quarante heures, de même que la durée de leurs services aux fins des prestations de la Caisse de retraite.
3. Aux fins d'application des articles 5.1 (congé annuel), 5.3 (congé dans les foyers), 9.6 (indemnité de licenciement), 9.7 (prime de rapatriement), 9.8 (retraite anticipée) et 9.10 (allocation en cas de décès) du Statut du personnel, la durée des services des fonctionnaires employés à temps partiel est calculée au prorata de la durée normale de leur semaine de travail par rapport à quarante heures. Les dispositions du Règlement du personnel relatives aux articles susvisés du Statut du personnel s'appliquent *mutatis mutandis* aux fonctionnaires employés à temps partiel.

TEXTE ACTUEL

Le Statut et le Règlement du personnel s'appliquent aux fonctionnaires employés à temps partiel sous réserve des dispositions suivantes :

1. Les traitements, indemnités, primes et allocations visés aux articles 3.1 (traitements nets), 3.5 (indemnité de poste), 3.6 (indemnité de non-résident), 3.7 (prime pour connaissances linguistiques) et 3.12 (allocations familiales) du Statut du personnel et à la disposition 3.11.1 du Règlement du personnel (indemnité pour frais d'études), s'appliquent aux fonctionnaires employés à temps partiel au prorata de la durée normale de leur semaine de travail par rapport à quarante heures.
2. La rémunération considérée aux fins de la pension (article 3.15 du Statut du personnel) et la contribution du Bureau international aux primes à verser à l'assurance-maladie (disposition 6.2.1c)) sont les mêmes pour les fonctionnaires employés à temps partiel que pour les fonctionnaires employés à plein temps. Toutefois, les cotisations à la Caisse de retraite, du Bureau international et des fonctionnaires employés à temps partiel, sont calculées au prorata de la durée normale de leur semaine de travail par rapport à quarante heures, de même que la durée de leurs services aux fins des prestations de la Caisse de retraite.
3. [Sans changement.]

Annexe VII, page 2

TEXTE PRÉCÉDENT

4. Nonobstant l'article 3.9 du Statut du personnel et les dispositions 3.9.1 à 3.9.3 du Règlement du personnel, les heures de travail effectuées par les fonctionnaires employés à temps partiel en sus de leur horaire normal de travail sont considérées comme heures supplémentaires. Toutefois, pour les heures supplémentaires effectuées par les fonctionnaires de la catégorie des services généraux employés à temps partiel dans les limites de l'horaire normal des fonctionnaires employés à plein temps, la durée du congé de compensation est égale au nombre d'heures supplémentaires et la compensation en espèces équivaut au traitement horaire afférent au grade et à l'échelon de l'intéressé.

TEXTE ACTUEL

4. [Sans changement.]

[Fin de l'annexe VII et du document]